

Impôt sur le revenu—Loi

M. Riis: Le Manitoba en est le meilleur exemple, la majeure partie du moins.

M. Holtmann: Mais les libéraux devraient nous expliquer comment ils s'y prendraient. Nous n'avons que faire de leurs discours de circonstance. Pas une seule fois depuis mon élection à la Chambre, monsieur le Président, ai-je entendu un député de l'opposition expliquer ce qu'il ferait pour créer un plus grand nombre d'emplois. Les députés d'en face se sont contentés jusqu'ici de réclamer que nous consacrons plus d'argent à ceci ou à cela, soutenant qu'ils n'hésitaient pas à se servir de la planche à billets lorsqu'ils étaient au pouvoir. Les libéraux sont disposés à recommencer comme avant. Il faut dire aux Canadiens à quoi pensent les libéraux.

M. Riis: A Howard Pawley.

M. Holtmann: Oui, à Howard Pawley; vous connaissez très bien cet homme.

Des voix: Oh, oh!

M. Holtmann: Et vous avez intérêt à bien le connaître parce qu'il ne restera pas longtemps.

M. Riis: C'est chez lui que le taux de chômage est le plus bas au Canada.

M. Holtmann: Le député parle de Howard Pawley qui envisage de vendre une société de la Couronne du Manitoba. Il perd de 200 à 300 millions de dollars par an et il se gratte la tête en se demandant combien de temps la province peut tenir le coup à ce rythme-là.

M. Riis: Vous devriez faire son éloge.

M. Holtmann: Il adopte parfois l'attitude des conservateurs. Ils prétendent qu'ils aiment les sociétés de la Couronne. D'une part, vous autres, vous les protégez et d'autre part le premier ministre du Manitoba dit que nous ne savons pas les gérer. Cela commence à se voir. Les contribuables du Manitoba en ont vraiment assez de payer pour de telles folies. Le gouvernement fédéral reconnaît que le gouvernement ne gère pas comme il faut les grandes sociétés. L'expérience de de Haviland le prouvera.

● (1230)

Il est presque temps que l'opposition commence à prendre conscience des objectifs du gouvernement et qu'elle les appuie. Elle a appuyé cette idée pendant la campagne électorale. Les députés de l'opposition ont dit qu'il fallait changer d'orientation. Ils prétendent maintenant à la Chambre que ce n'est pas la bonne voie que nous empruntons. Nous ne savons plus où nous en sommes.

Le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) dit que ce projet de loi risque d'enlever 4 milliards aux contribuables. Je voudrais qu'il dise où il trouvera les recettes nécessaires pour réduire notre dette. Je voudrais le savoir. Nous avons instauré un impôt minimum pour les riches. Son chef a approuvé cette initiative. Il a dit lui-même que c'était une bonne chose. Tout était positif. Le député affirme maintenant que ce n'est pas vraiment ce que pensait l'opposition. Devant les caméras, il a loué cette initiative, mais plus maintenant. Son chef a préconisé un impôt minimum pendant la campagne électorale. Le chef du parti libéral aussi. Nous nous en souvenons tous. Par

contre, lorsque cet impôt a été instauré, l'opposition l'a vivement critiqué. Les libéraux ont dit que ce n'était pas bien, que c'était insuffisant et qu'il était trop tard. Nous avons eu droit à tout le numéro habituel.

M. Schellenberg: Il n'avait pas le choix.

M. Holtmann: Nous aurions procédé d'une façon légèrement différente, a-t-il dit. Les libéraux n'ont pas dupé les gens de ma circonscription avec ce genre de raisonnement. Ceux-ci trouvaient que c'était une bonne idée. J'ai reçu d'innombrables lettres disant qu'il était grand temps de le faire.

Le gouvernement va dans la bonne direction et tous les députés de mon parti diront la vérité sur nos recettes fiscales.

Des voix: Encore!

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre!

M. Mayer: Il faut signaler que même Don Johnston a applaudi.

Le président suppléant (M. Charest): Je rappelle aux députés qui disent «Encore» que nous débattons la motion n° 4 visant à modifier le projet de loi C-84. Je comprends que tout le monde soit de bonne humeur après le congé de Noël mais il faut parfois songer à la règle de la pertinence. Tous les députés feraient bien de ne pas oublier que nous débattons des modifications précises.

[Français]

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, je me demande à quel endroit se trouvait mon préopinant au moment où le discours sur le budget a été présenté le 23 mai dernier. A-t-il lue discours sur le budget? Est-il au courant des mesures fiscales qui y ont été annoncées? Après l'intervention qu'il vient de faire, je me demande véritablement s'il le sait. Venir nous dire que la raison pour laquelle il ne fallait pas adopter la motion n° 4 qui suggère que l'article 65 du projet de loi C-84 soit rayé de telle sorte que l'indexation des tables d'impôt demeure, que la raison pour laquelle ce gouvernement allait s'opposer à cette motion c'était une question de contrôle du déficit . . .

Comment peut-il nous dire aujourd'hui qu'il faut absolument taxer les individus du montant de 3 p. 100 de l'inflation année par année, par année, par année . . . alors que ce même budget, ce même gouvernement, avait suffisamment de ressources financières et ne considérait plus du tout le déficit lorsqu'il s'agissait de donner aux multinationales du pétrole dans la seule année 1990-1991, deux milliards et demi de dollars et pour la présente année, cette abolition des taxes sur les multinationales du pétrole va coûter en perte de revenu deux fois plus que l'argent qu'ils viennent chercher par l'abolition partielle de l'indexation des tables d'impôt.

M. Boudria: Honteux!

M. Garneau: Monsieur le Président, il y a là une question fort importante qui rejoint quoi? Elle rejoint la philosophie politique du gouvernement qui est en face de nous et qui pourrait se citer comme il suit: Taxons les individus des classes moyennes et donnons cela aux multinationales du pétrole. Parce que c'est cela que le discours du budget nous a donné et c'est cela que l'on retrouve dans les chiffres que le ministère des Finances a rendus publics. Ce n'est pas une question de savoir si nous sommes pour ou contre un contrôle du déficit.